



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Jeudi 24 Mai 2012
Numéro 98

Médiarama, www.alintiqad.com

Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

La malédiction de la «sécurité perdue» pourchasse les Libanais en attendant un électrochoc politique

An Nahar (Proche du 14-Mars)

Désordre sécuritaire ambulante et impuissance officielle flagrante. Joumblatt au Nahar: avec le dialogue sans interdits

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

Les salafistes ramènent l'Arabie saoudite

Al Joumhouria (Propriété d'Elias Murr)

Les craintes internationales pour le Liban s'amplifient

L'Orient-Jour (Proche du 14-Mars)

Liban-Syrie: Le Hezb appelle à la dissociation

Al Hayat (Quotidien saoudien)

Egypte: enthousiasme et angoisse accompagnent les premières élections présidentielles pluralistes

Al Quds al-Arabi (Edité à Londres)

Egypte: des résultats surpris attendus et le second tour tranchera

L'événement

Au Liban, un Etat sans prestige mène à la guerre civile

Les Libanais vivent dans l'angoisse d'un glissement vers la guerre civile après la multiplication des incidents sécuritaires dans plus d'une région. Brûler des pneus semble être devenue une mode, régler des comptes personnels à coup de mitraillettes aussi. Voilà ce qu'il en est lorsque le prestige de l'Etat est entamé et que l'armée, victime depuis des mois d'une virulente campagne de dénigrement, est ligotée.

Le Hezbollah et le Mouvement Amal ont réussi à contenir leurs partisans, évitant que l'enlèvement de 11 pèlerins chiites à Alep ne se transforme en discorde inter-musulmane. L'attitude «sage» du leadership chiite a été saluée même par le fondateur du Mouvement salafiste au Liban, cheikh Daï el-Islam el-Chahal, qui a proposé une médiation avec les ravisseurs. Une réaction apaisante mais qui est probablement insuffisante pour stopper la dégringolade vers le chaos total et généralisé. De même que les manifestations de soutien à l'Armée libanaise, organisée hier dans plus d'une région du pays, ne redonneront pas à l'institution militaire les moyens nécessaires pour empêcher le pourrissement de la situation. Car c'est d'une décision politique dont le Liban a besoin. Et celle-ci n'a pas été prise en Conseil des ministres, réuni hier sous la présidence du chef de l'Etat Michel Sleiman. Ce dernier, encouragé par le roi Abdallah d'Arabie saoudite à reprendre le dialogue national, et fort du soutien du président du Parlement, Nabih Berry, et du chef du PSP, le député Walid Joumblatt, pourrait entamer une tournée dans les pays du Golfe pour garantir un climat favorable à la réussite du dialogue. Mais les obstacles internes restent nombreux, notamment de la part du 14-Mars, et plus particulièrement du Courant du futur, dont l'agenda s'articule en ce moment autour du projet de démission du gouvernement. Or ce slogan est en contradiction avec l'appel au dialogue.

Sans doute que tous les acteurs politiques libanais ne réalisent pas encore la gravité de la situation, qui a une nouvelle fois été relevée hier par le ministre russe des Affaires étrangères. «Il existe une menace de propagation du conflit syrien au Liban où cela pourrait mal finir compte tenu de l'histoire, de la composition ethnique et religieuse de la population et des principes sur lesquels l'Etat libanais est basé», a estimé Sergueï Lavrov lors d'un point de presse. Faisant allusion aux développements des derniers jours, il a estimé que «c'est l'évolution des événements la plus dangereuse et il faut l'éviter à tout prix. J'espère que tous les membres conscients de la communauté internationale et en premier lieu les pays arabes, ainsi que des Etats occidentaux tireront des conclusions adéquates et s'arrêteront à temps», a insisté M. Lavrov.

Al Akhbar

Jean Aziz, journaliste libanais proche du général Michel Aoun

Les chrétiens de l'opposition ont toujours cru qu'un inconnu tenterait d'assassiner un de leurs ténors. Mais ils n'auraient jamais imaginé qu'ils seraient assassinés tous par un allié. Voilà dans quelle situation ils se trouvent ces jours-ci. Preuve en est leur silence éloquent et la distance qu'ils ont pris des développements graves qui ont frappé de plein fouet les slogans et les discours sur lesquels ils misaient beaucoup.

Ce qu'il y a de pire dans l'assassinat des chrétiens de l'opposition, c'est qu'il a été commis par des tirs amis; qu'il a eu lieu dans un timing qui a fait beaucoup de dégâts; enfin, qu'il s'agissait d'un assassinat collectif, qui a touché toutes leurs composantes.

Il suffit de se remémorer les slogans électoraux brandis par les chrétiens de l'opposition à la face de leurs adversaires, et vérifier ce qu'il en reste aujourd'hui, pour réaliser à quel point ils sont dans l'embarras. Le premier slogan concerne la Syrie. Ils ont mobilisé autour du refus de la tutelle syrienne, accusé Damas de continuer à tenir les rênes politiques et sécuritaires au Liban, et ont assuré que les aiguilles de la montre ne reculeront pas ... Aujourd'hui, leur principal allié, le Courant du futur, vit en symbiose avec les «révolutionnaires de Burhane Ghalioun». La Syrie sombre dans une guerre civile absurde, marquée par des actes terroristes et du sang qui coule à flot. Brandir la menace du régime syrien pour faire peur aux chrétiens est tombée.

Autre slogan exploité pendant des années pour effrayer les chrétiens est celui des armes du Hezbollah, du projet du parti, de la Wilayat al-Faqih, du croissant chiite, du rattachement à l'Iran... Subitement, et en l'espace de quelques jours, les alliés des chrétiens de l'opposition ont montré une image pire, à Tarik Jdidé, Verdun, Kandahar-Tripoli, Tora Bora-Akkar: chaos, désordre, armes. La rue chrétienne proche de l'opposition a été choquée par ces scènes. Comment peut-on encore leur faire peur avec les armes du Hezbollah, qui n'apparaissent que sur quelques clips d'al-Manar, après ce qu'ils ont vu chez leurs alliés?

An Nahar

Rosanna Bou Mouncef, journaliste libanaise proche du 14-Mars

Le député Walid Joumblatt espère la reprise du dialogue national notamment entre le Hezbollah et Amal d'un côté, Saad Hariri de l'autre, sous la direction du président de la République Michel Sleiman. Il est cependant conscient que ce ne sera pas de toute facilité, en attendant que les parties concernées soient convaincues que tous les sujets sans exception doivent être mis sur la table. Le chef du Parti socialiste progressiste n'approuve pas l'appel du 14-Mars à la démission de Najib Mikati, car il pense que le gouvernement actuel est irremplaçable. Son départ risque de provoquer un vide en l'absence de tout accord sur un substitut, à moins qu'un dialogue entre les parties concernées ne conduise à un nouveau gouvernement. A la veille de la fête de la libération, Walid Joumblatt affirme que la sauvegarde de cette réalisation consiste à assurer que seul l'Etat protège les citoyens et qu'il est temps de contenir les armes dans le cadre de l'Etat afin qu'il n'y ait pas de mini-Etats armés. Le leader druze préconise par ailleurs «accord minimum» organisant le différend sur la crise syrienne.

ILS ONT DIT...

Nabih Berry, président du
Parlement libanais

“ **La commémoration de la** libération du Sud intervient à un moment d'extrême tension, visant à entraîner le Liban dans la discorde et à lui inoculer le virus de la violence qui a frappé nombre de pays arabes, pour le ramener des années en arrière. Cette situation inquiétante commande à toutes les forces en présence d'assumer leurs responsabilités pour préserver la paix civile et pour interdire un dépassement des lignes rouges vers la discorde et le chaos. L'armée est plus qu'une ligne rouge.

Michel Aoun, leader du Courant
patriotique libre

“ **Il y a tentative de jumelage** des événements en Syrie avec certains incidents au Liban afin de généraliser le chaos dans le pays et de pousser les Libanais au désespoir. Il ne fait pas de doute qu'Israël convoite notre terre et nos eaux. Ses visées s'étendent à la Syrie aussi. C'est ça le cœur du conflit. Le gouvernement est censé écarter tout danger du Liban mais l'équipe actuelle est défaillante. Il y a une implication libanaise dans les événements en Syrie, à travers les trafics d'armes et l'accueil d'hors-la-loi syriens au Liban.

Cheikh Naïm Kassem,
secrétaire général adjoint du
Hezbollah

“ **A ceux qui cherchent une** issue à la question des armes de la Résistance, je dis : « ne vous fatiguez pas, les armes de la Résistance resteront, tant qu'Israël pose un danger pour nous

Fusillade à Ras-Beyrouth: Deux morts, six blessés

Deux personnes ont été tuées, dont un Syrien, et six blessées dans une fusillade aux motivations mystérieuses jeudi avant l'aube à Hamra, à Beyrouth. Les soldats ont été la cible de tirs et de grenades d'hommes armés retranchés dans un appartement de l'immeuble, qui ont refusé de se rendre, précise l'armée dans un communiqué. Les soldats ont alors pénétré dans le bâtiment et échangé les tirs avec ces assaillants dont l'un a été tué et l'autre blessé. Ce dernier «avait été détenu dans le passé pendant des années au Liban pour des raisons de sécurité», selon le texte. L'armée a trouvé le corps d'un autre homme, tué lors d'une fusillade qui avait éclaté entre les hommes armés au départ. Des armes et des munitions ont été aussi saisies.

Onu: des «groupes terroristes» en Syrie

L'organe de l'Armée russe, Krasnaya Zvezda, rapporte que les observateurs internationaux en Syrie ont reconnu l'existence de «groupes terroristes» qui entravent les efforts déployés pour faire cesser la violence dans le pays. Pour sa part, le Figaro révèle qu'une centaine de salafistes libanais et entre 300 et 400 volontaires étrangers se sont infiltrés en Syrie pour combattre l'armée syrienne.

Al Joumhouria

Georges Sassine, correspondant à Paris

Les milieux dirigeants en Europe ont perdu espoir de voir la Russie changer de position sur le dossier syrien, et ont commencé une autocritique qui englobe des aspects de la propagande politique. Certains centres de décision en Europe ont été atteints de déprime après l'annonce de la composition du nouveau gouvernement russe, surtout que Sergueï Lavrov reste à la tête du ministère des Affaires étrangères. Les Européens sont maintenant convaincus et résignés qu'aucun changement dans les stratégies de Moscou est possible, dans les dossiers syrien, irakien et iranien.

Les milieux européens qui procèdent à une autocritique ne sont pas surpris par cet état de déprime, car il est dû à des positions idéologiques qui priment sur les considérations stratégiques lesquelles dictent l'attitude de la Russie. Surtout que Moscou a une grande expérience dans la confrontation avec les groupes extrémistes en Tchétchénie, en Afghanistan, du temps de l'Union soviétique, lorsqu'Al-Qaïda était considérée comme un bras exécutant la politique des Etats-Unis.

Par ailleurs, les positions européennes étaient bâties sur des conclusions erronées, présentées par des experts qui ont procédé à une mauvaise lecture. Ils ont ainsi minimisé le rôle de la Syrie sur l'échiquier régional et international; ils ont estimé que l'alliance russo-syrienne est une relation passagère entre deux oligarchies; que les Syriens n'apprécient pas les Russes; ils ont travaillé sur le slogan que les Russes participent au massacre du peuple syrien; ils disaient que Vladimir Poutine est induit en erreur par Bachar al-Assad; que le port de Tartous n'a pas de réelle importance stratégique. Mais les positions de la Russie étaient dictées par de toutes autres considérations. Moscou refuse d'une manière catégorique, dorénavant, que des régimes hostiles à l'Occident soient renversés de force. De même que la relation militaire entre la Russie et Damas est très ancienne. Les trois-quarts des dirigeants militaires syriens parlent le russe, qu'ils ont appris en Union soviétique ou dans les anciennes Républiques soviétiques. Ensuite, cent mille russes sont installés en Syrie et ils transmettent à leur pays les vraies informations sur ce qui se passe. Aussi, il est difficile pour le commandement syrien de fournir des données erronées à son allié. Enfin, Tartous est le dernier et seul port d'attache pour la flotte russe en Méditerranée.

L'Orient-Le Jour

Le commandant en chef de l'armée libanaise, le général Jean Kahwagi, a appelé mercredi les militaires à «faire attention à la vie des Libanais en menant leur mission de manière responsable». «Les derniers événements survenus au Liban-Nord prouvent une fois de plus que tout le monde compte sur vous pour empêcher la sédition et imposer la stabilité», a indiqué le général Kahwagi dans son ordre du jour. «Les missions de défense et de sécurité sont complémentaires dans la préservation de la souveraineté de la nation et des intérêts du pays», a-t-il précisé. Et d'ajouter qu'«il n'est pas permis de mettre en danger la sécurité du citoyen, ses propriétés et sa dignité, encore moins d'exploiter le climat de démocratie et les libertés publiques dont jouit le Liban». Évoquant le vent de déstabilisation qui souffle sur la région, le général Kahwagi a mis en garde contre le risque d'ébranler les fondements de l'État et l'unité de la nation en s'en prenant à ses acquis et en remettant en cause son avenir. Le chef de l'armée a enfin appelé la troupe à resserrer les rangs afin de faire face aux difficultés, soulignant que le découragement n'a pas sa place au sein de l'institution militaire.